



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 14 JUIN 1980

N° 74

PRIX : ANTILLES : 2F
FRANCE : 3F

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IVème
Internationale.

Editorial UNE LUTTE D'ENSEMBLE DES TRAVAILLEURS DE MARTINIQUE ET GUADELOUPE SERAIT INVINCIBLE !

L'administration coloniale ne sait où donner de la tête ces jours-ci. Les luttes éclatent partout en Guadeloupe et Martinique.

Autour des occupations de terres et des grèves actuelles il y a incontestablement un climat combatif. Les travailleurs s'occupent eux-mêmes de leurs luttes et les prennent en charge. Ils sont mobilisés et déterminés.

Mais ils trouvent en face d'eux une administration coloniale qui de Capesterre à Fort-de-France en passant par Pointe-à-Pitre utilise sa force de frappe militaire. Gendarmes et CRS sont déployés aussi bien contre les occupants de terre de Sainte-Rose, Capesterre que contre les dockers de Martinique. Et bien souvent se sont les mêmes qui sont expédiés d'une île à l'autre. Le pouvoir semble avoir décidé que le point chaud était à Fort-de-France. Aussi a-t-il concentré le plus gros de ses forces sur ce point.

Les événements que nous vivons nous montrent avec clarté que c'est nous travailleurs qui détenons la clé de la situation en Guadeloupe et Martinique. Nous sommes la force déterminante. Et si l'administration coloniale devait s'affronter à une lutte générale des travailleurs à Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Capesterre, Sainte-Rose, Morne-à-l'Eau, Trinité... elle ne pourrait que capituler devant notre force. Et cela d'autant plus que les exemples actuels montrent que les petits artisans sont très en colère et très déterminés à se battre. Et il faudra compter avec les jeunes chômeurs. Eux qui, il y a quinze jours, ont montré à Capesterre de quelle détermination ils étaient capables. Ces jeunes chômeurs représentent une force explosive immense qui si elle est liée au combat des travailleurs lui donnera une vigueur encore plus grande.

Travailleurs de Martinique et Guadeloupe !

Jamais le moment n'a été aussi favorable pour engager une grève générale, une lutte d'ensemble contre les patrons des deux îles. Ces patrons sont les mêmes. Ils sont ceux qui accaparent les terres que les agriculteurs réclament.

Il est indispensable de profiter du moment présent pour faire avancer notre cause. Il est nécessaire de profiter du moment présent pour arracher toutes les transformations que nous jugeons nécessaires à l'amélioration du sort des travailleurs de nos pays.

L'administration coloniale ne dispose pas de suffisamment de force pour intervenir contre nous tous. Et de plus le pouvoir sait que toute erreur de sa part ou toute attaque sanglante contre les travailleurs fera se lever un vent de révolte qui soufflera finalement en cyclone et qui risque bien de la balayer.

Ne nous laissons pas ralentir par les hésitations. Osons prendre l'initiative de cette lutte générale sur les deux îles. C'est une arme de plus dans notre combat. Et si nous savons l'utiliser convenablement nous changerons le visage des Antilles.

CAPESTERRE : QUAND LES OCCUPANTS DE TERRES OCCUPENT ... LA MAIRIE

Le prétendu délai de réflexion de Max Martin venait à expiration lundi 9 juin. Et ce jour-là, tous les occupants étaient présents pour travailler sur leur lopin de terre. Les uns avec des sabres, d'autres avec des houes ou des bêches.

Mais vers 9 heures les forces de répression revenaient et chassaient les travailleurs de la terre.

Il y eut alors un moment de grande tension. Beaucoup de travailleurs étaient debout face aux gendarmes, leurs sabres bien serrés dans la main. Les fusils faisaient face aux sabres. Le commandant de la troupe de gendarmes fit deux sommations puis s'arrêta. Il était manifestement très ennuyé et inquiet de la situation. Il vint alors vers les occupants et demanda ce qu'ils avaient à la main ! La situation se détendit alors. Les gendarmes n'insistèrent pas pour faire reculer les travailleurs qui restaient debout en face d'eux.

Puis il fut décidé d'aller à la Mairie. Et là vers 11h30 on occupa la Mairie. Le Maire fut
Suite page 4



Sainte-Rose : les travailleurs de Conodor occupent des terres !

Dans la nuit du vendredi 6 au samedi 7 juin, des travailleurs de Conodor (Sainte-Rose) ont occupé près de 12 hectares de terres appartenant à la SAG (Société Agricole de la Guadeloupe).

Il y a 10 ans que les habitants de Conodor veulent s'établir sur ces terres. Ils ont d'abord adressé une pétition à la Municipalité de Sainte-Rose pour réclamer cette parcelle de terre afin d'y bâtir leur maison. Les habitants de cette section vivent à l'étroit. Ils sont obligés d'habiter à plusieurs dans la

même maison : parents, grands-parents, enfants mineurs ou majeurs, chômeurs, etc... car ils n'ont pas de terre pour bâtir. Leurs enfants qui ont émigré en France ne peuvent même pas venir passer des vacances avec eux car il n'y a pas suffisamment de place chez eux !

Les habitants de Conodor se sont plaints aussi à maintes reprises des inconvénients que présentent pour eux la plantation de cannes trop en bordure de leur maison. Durant la récolte, quand les cannes sont

brûlées toute la poussière pénètre chez eux.

La Municipalité avait promis d'acheter ces 12 hectares de terres à la SAG pour lotir et bâtir. Mais jusqu'ici ce projet n'a pas été réalisé.

Cette année, les habitants de Conodor ont décidé de ne plus attendre et d'occuper ces terres aussitôt les premiers labours. Ils se sont préparés en créant un comité d'occupation.

C'est le comité d'occupation qui s'est chargé
Suite page 4

Martinique : POLICIERS, GARDES MOBILES, JUSTICE, PREFECTURE RIPOSTONS CONTRE LA REPRESSION !

Dans la grève des camionneurs comme dans celle de dockers, l'administration coloniale agit ouvertement contre les travailleurs en lutte, avec la plus grande brutalité, la plus grande arrogance.

C'est ainsi que les dockers se sont vu interdire pratiquement tout accès au port de Fort-de-France.

Fort-de-France est truffé de gardes-mobiles qui paraded avec arrogance quand ils ne matraquent pas sauvagement comme cela s'est fait le lundi 2 juin ! Par ailleurs il semble que des renforts aient été envoyés nuitamment de Guadeloupe de manière à protéger encore mieux les intérêts des possédants et pour faire régner l'ordre colonial.

Il faut signaler que le commissaire central Toubi, un antillais frais émoulu à ce poste semble décidé à montrer à ses supérieures qu'il peut bien remplir son rôle de garde-chiourme. Il se montre particulièrement zélé et veut à tout prix se faire une réputation de chien de garde. C'est lui qui a interdit l'accès

du port aux dockers, c'est lui qui fait disperser sans ménagement les rassemblements des travailleurs.

Pendant que flics et gardes-mobiles attaquent les travailleurs, les autres rouages de l'administration coloniale ne restent pas inactifs. C'est la justice qui condamne en flagrant délit 2 camionneurs absents du tribunal, puisque déjà délivrés par leurs camarades.

C'est surtout la préfecture qui soutient dans les faits Gouyer, la Colas et Jean-Joseph en déclarant que - liberté des prix oblige - on ne peut pas établir de prix fixe pour la prestation de service qu'est le transport, tout au plus peut-on établir un prix maximum.

C'est donner là un argument en or aux patrons qui veulent avoir toute liberté pour négocier le prix du transport et réduire les camionneurs à la portion congrue.

Devant cette situation, il a été créé un Front de Lutte contre la Répression, avec la participation du PPM, du PCM du GRS et de Combat Ouvrier. Des syndicats, comme la CGTM et la CSTM

Marie-Sainte la Fédération Martiniquaise de Parents d'Elèves et le CID-UNATI (petits commerçants et artisans) en sont aussi membres. Le FLCR a appelé à une manifestation de rues le mercredi 11 mai et appelle conjointement avec les organisations syndicales du comité de coordination à la grève générale le vendredi 13 mai.

Cette mobilisation contre la présence des forces de répression à la Martinique est importante. C'est un premier pas dans une voie qu'il importe de suivre afin d'empêcher la réalisation des plans de l'administration : intimidation d'abord, mais surtout volonté de se montrer prêt à réprimer le plus férocement possible les travailleurs et la population aux Antilles.

Et il faudra donc continuer la mobilisation, l'élargir le plus possible afin que le pouvoir colonial se rende bien compte que les travailleurs sont prêts à résister et à se défendre contre l'intimidation, la provocation et la répression orchestrée par l'administration pour la protection des capitalistes. J. BRUEL

PROBLEME DE RACES AUX ANTILLES : REPONSE A UN ARTICLE DU GRS



Ceux qui détiennent le pouvoir.

Dans son numéro du 17 mai dernier, R.S. (Révolution Socialiste) s'en prend à notre tendance dans un article intitulé «les nouveaux princes de l'opportunisme». La cible principale du rédacteur de R.S. est la position que nous avons prise dans plusieurs articles concernant la montée du mécontentement populaire à l'égard des blancs, tant en Guadeloupe qu'en Martinique. D'autres groupes ou tendances politiques ont fait mine, eux aussi, d'être surpris par les positions que nous défendons, certains parlent de «virage à 180°», de «crise du trotskysme» et autres expressions de ce genre.

Ce que certains de nos titres ont pu exprimer de façon saisissante (et, pour d'autres, choquante) : «notre peuple est noir, le pouvoir est blanc», ne fait que décrire une réalité qui est suffisamment tangible pour se passer de commentaires. Ce n'est pas nous, Combat Ouvrier, qui sommes responsables du fait que le représentant du pouvoir colonial, le préfet, est blanc ; que les gardes-mobiles, les képis rouges sont blancs ; que les hommes d'affaires, les grands propriétaires, les hauts fonctionnaires, sont blancs dans leur grande majorité, tandis que l'immense majorité des exploités, des pauvres, sont noirs, qu'ils soient descendants d'Africains ou d'Indiens.

Cette réalité est due au fait qu'un pays peu-

plé de blancs, la France, a colonisé les Antilles et que les colons blancs, pour assurer le maximum de profits, sont allés chercher des Africains et des Indiens pour travailler la terre. Après plus de 3 siècles, Martinique et Guadeloupe sont toujours colonisées par la France, et le fait d'être blanc continue d'être une source de privilèges.

Puisque telle est la réalité (et nous défions quiconque de nous démontrer le contraire), pourquoi craindre d'appeler un chat un chat - un blanc un blanc et un noir un noir ? Dans leur vie quotidienne, les travailleurs et les pauvres de Guadeloupe et de Martinique subissent le racisme, l'exploitation, le mépris de la part de gens qui, du seul fait de leur race, se trouvent dans une situation privilégiée. Le «pouvoir blanc» n'est pas une vue de l'esprit pour les travailleurs, mais une réalité incarnée par le patron, le grand propriétaire, le directeur, le cadre dans l'entreprise ou la plantation. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que ces mêmes travailleurs désignent ceux qui les dirigent ou les exploitent par le terme de «blanc». Le rôle des révolutionnaires est-il de consacrer leur temps à dire : «non, camarades travailleurs, ce ne sont pas des blancs : ce sont des colonialistes», ou doit-on tout mettre en œuvre pour renverser ce pouvoir colonial, qui se trouve, qu'on le veuille ou non, être incar-

né essentiellement par des blancs, même s'il y a des noirs pour lui servir de soutien ou de relais ?

Certes, ce n'est pas parce qu'ils sont blancs que les colonialistes français oppriment la population noire. L'histoire aurait pu se dérouler autrement, le capitalisme aurait pu se développer en Asie ou en Afrique, et coloniser l'Europe. Mais on ne peut pas refaire l'histoire. L'exploitation des peuples noirs, le racisme à leur égard est un fait historique, pas seulement au niveau des Antilles, mais à l'échelle du monde. Il est d'ailleurs piquant de constater que les mêmes qui nous reprochent de parler de problèmes de races, emploient les mêmes termes que nous : «les milliers de jeunes noirs (...) se déchainent contre le pouvoir blanc, ses richesses et sa justice» il s'agit d'un article de Révolution Socialiste, mais... à propos des émeutes de Miami. Vérité de ce côté de la Mer des Antilles, erreur au-delà ? Ce qui est vrai aux U.S.A. ou en Afrique du Sud serait-il faux en Guadeloupe ou en Martinique ?

Nous ne prétendons pas qu'il suffise de mettre en place un «pouvoir noir», de chasser tous les blancs pour que les problèmes des masses travailleuses de Martinique et de Guadeloupe soient résolus.

Mais ce que nous disons, c'est qu'à travers le mécontentement croissant envers les blancs, s'exprime dans la population un juste sentiment de révolte à l'égard d'un système qui l'opprime. Les révolutionnaires ne peuvent pas ignorer la signification de cette révolte, et répondre aux aspirations des masses en leur donnant des «leçons d'antiracisme».

Car précisément, le ressentiment de la population à l'égard des blancs ne peut être qualifié de racisme, au même titre que le mépris du colonialiste blanc envers les noirs. Tout comme la haine de l'opprimé contre son oppresseur ne peut être mise sur le même plan que celle de l'opprimeur contre celui qu'il opprime. Que signifie la montée actuelle de la colère contre les blancs en Guadeloupe et en Martinique ?

Il est évident qu'elle ne s'adresse ni aux «blancs-Matignons», ni aux Saintois, mais à ceux, Békés ou «métropolitains» qui symboli-

sent le pouvoir, l'oppression, l'exploitation.

Le ressentiment des travailleurs contre les blancs n'a pas, non plus, la même signification que celui de la petite bourgeoisie. Si des avocats, médecins ou professeurs défilent en disant : «blan déwô», ils expriment leur frustration de voir des blancs occuper des postes qu'eux-mêmes pourraient occuper. Si des travailleurs descendent dans la rue en disant : «blan déwô», ce qu'ils expriment, c'est leur volonté d'être débarrassés des patrons, des propriétaires fonciers, de l'administration coloniale avec son préfet et ses gendarmes. Voilà pourquoi nous disons que, même s'ils crient un tel mot d'ordre, nous serons aux côtés des travailleurs.

Transformer cette révolte en prise de conscience de la nécessité pour les travailleurs de prendre en mains la direction du pays, telle est la tâche des révolutionnaires. Elle ne peut se faire que si l'on est aux côtés des masses en lutte, et non si on leur donne d'abstraites leçons de morale.

Max RODON

Nous publions ci-dessous un texte qu'un groupe de Saintois indignés nous a fait parvenir.

CORRESPONDANCE

Notre pays est en train de vivre l'un des moments les plus dramatiques de son histoire, et nous ne pouvons l'accepter passivement.

En effet, de plus en plus on veut nous expatrier en nous empêchant de construire chez nous. On veut nous empêcher de fonder et de faire vivre notre famille aux Saintes. Alors que les étrangers construisent où ils veulent et quand ils veulent, nous, Saintois, sommes obligés de monter, de descendre, d'aller supplier le maire afin d'obtenir le droit de construire une maison sur notre propre terre. Cette situation commence à devenir insupportable, et il est temps de réagir. D'autre part, il est question d'implanter des lotissements. A qui vont-ils profiter, si nous Saintois n'avons pas l'argent nécessaire pour opérer un tel achat dans l'immédiat ?

On parle de protection du patrimoine, et on projette de construire un hôtel à Marigot. Monsieur le maire est responsable d'un club aéronautique à P-à-P. Il sait où frapper pour débloquer l'argent nécessaire pour l'achat ou la réparation d'un avion.

S'occupe-t-il de la situation de nos retraités qui touchent leurs allocations avec plus de 15 jours de retard ?

Il étouffe le club de natation en refusant de réparer le plan d'eau et a dégoûté les joueurs de l'Avenir Saintois parce qu'il ne s'est jamais occupé du terrain de foot-ball qui est un parc à moutons. Aucune mesure sérieuse n'est prise pour protéger nos fonds marins qui sont dévastés par les touristes. Nos plages sont pourries et les arrêtés interdisant le nudisme ne sont pas respectés. On a remplacé la mairie par un temple évangélique tandis que la jeunesse saintoise espère en vain sa maison de jeunes.

On nous prend pour des imbéciles parce que nous avons pris l'habitude de tout accepter.

Il est temps de freiner les basses manœuvres de la mairie de Terre-de-Haut car nous courons à la catastrophe. En effet, par un simple calcul mathématique, on se rend compte que si on nous refuse le droit de bâtir chez nous, et qu'on accorde ce même droit aux étrangers, alors dans 10 ans, ils seront aussi nombreux que nous.

Sachons réagir vite et dur. Et pour ceci, nous devons :

— Barrer la route à ce prétentieux et incapable de sous-maire qui rêve déjà de siéger au Conseil Général.

— Mettre de côté nos querelles inutiles.

— Faire entendre notre mécontentement à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays.

— Nous battre pour obtenir le droit de vivre chez nous à Terre-de-Haut.

DES SAINTOIS INDIGNES

FORT DE FRANCE: NON AU COMLOT CONTRE LES DOCKERS ! NON AU COUP DE FORCE SUR LE PORT !

LES ENNEMIS DES DOCKERS

Ce sont : — la CGM qui a pratiquement le monopole du transport entre la France et les Antilles,

— la Chambre de Commerce et les services de l'Equipelement qui dirigent le port de Fort-de-France et qui organisent le travail.

— la Préfecture qui est à l'entier service de ces capitalistes et lâche les policiers et les gardes-mobiles contre les dockers.

LEUR BUT

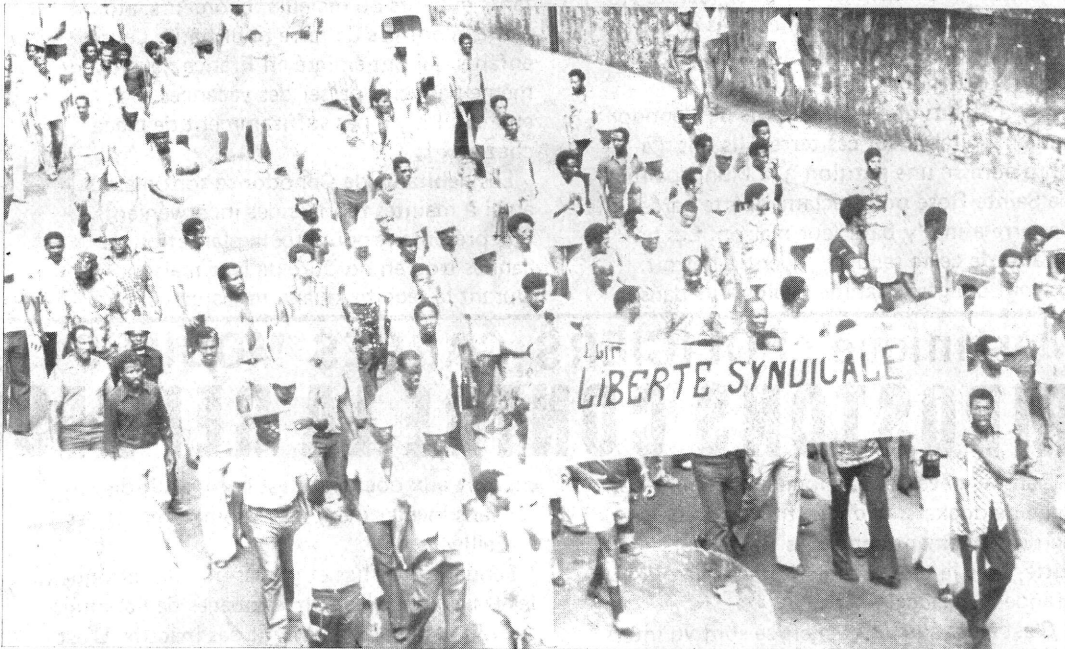
C'est de briser la résistance des dockers, dans le but de multiplier leurs profits. Ils veulent licencier des centaines de dockers. En réduisant l'embauche à 230 dockers au lieu de 415 professionnels, 150 occasionnels classés et 1800 occasionnels sans carte, cela rapportera à la seule CGM environ 5 milliards de centimes par an, il s'agit là d'une manœuvre brutale des capitalistes pour priver de leur salaire des centaines et des centaines de travailleurs sur le port.

DE NOUVELLES PROVOCATIONS

Les dockers n'ont jamais dit qu'ils étaient en grève totale. Ils refusent de travailler sous les portiques (engins qui permettent de décharger un bateau porte-conteneurs avec 22 hommes au lieu de 90 auparavant).

Or la CGM et l'Equipelement maintiennent les gardes-mobiles sur le port et refusent maintenant d'embaucher des dockers et tentent d'employer des briseurs de grève. Ainsi lundi 9 au matin, les dockers décident de reprendre l'embauche et de décharger un bateau. Le travail se déroule normalement durant la matinée.

Or, à midi, l'Equipelement interdit de continuer le déchargement du bateau et donne l'ordre au manutentionnaire Leveuxier d'arrêter le travail. Le bateau repart à demi vide !



Toujours le lundi 9, un autre manutentionnaire, Plissoneau, avait commencé le travail avec l'embauche libre. Par la suite, à leur demande, il emploie des dockers professionnels. 4 heures après il les débauche, sans les payer.

Ces deux cas montrent que l'Equipelement et les capitalistes du port n'hésitent pas à monter les pires provocations contre les travailleurs. La présence permanente des gardes-mobiles, le refus de l'embauche des dockers et leur remplacement par des briseurs de grève, sont une tactique volontairement employée afin de briser la résistance des dockers !

Ces derniers se trouvent en état de légitime défense face aux attaques des capitalistes et de l'administration coloniale. Ils ont droit au soutien de la population toute entière.

Car ce qui est expérimenté aujourd'hui contre les dockers peut l'être demain contre n'importe quelle catégorie de travailleurs.

Demain n'importe quel travailleur peut voir son lieu de travail envahi par une horde de flics et de gardes-mobiles, peut se voir chassé de son travail, peut voir des briseurs de grève le remplacer, peut se voir donc privé de son salaire par la collusion entre les capitalistes et l'administration.

Raison de plus pour se mobiliser contre les coups de force et les provocations exercés sur le port de Fort-de-France !

NON AU COMLOT CONTRE LES DOCKERS !
SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS DU PORT !
GAD MOBIL DERHO !

APRES LE 7^e CONGRES DU PCG : QUELS CHANGEMENTS ?

Le fait marquant du 7^{ème} congrès du parti communiste guadeloupéen aura été l'amorce du tournant pris par le PCG vers la revendication d'indépendance. Le temps où le PCG attaquait ce mot d'ordre, le temps où il s'en prenait aux indépendantistes est révolu ; révolu aussi le temps où sans attaquer la revendication d'indépendance comme « gauchiste » ou « aventuriste » la direction du PCG hésitait à en parler et intimidait ceux qui, en son sein, commençaient à l'avancer, prudemment.

Aujourd'hui, la direction du PCG tout en maintenant le mot d'ordre d'autonomie parle ouvertement de l'indépendance et en fait, à court terme, un objectif nécessaire. Ainsi, dans le rapport présenté par le comité central au 7^{ème} congrès, on peut lire, page 33, en titre de la page : « maintenir le cap sur l'autonomie démocratique et populaire sans perdre de vue la perspective de l'indépendance et l'objectif du socialisme », et plus loin : « le peuple guadeloupéen, comme les autres, dès lors que les conditions seront réunies, pourra accéder à l'indépendance ». Dans l'allocution de clôture du secrétaire général Daninthe, ce dernier parle du « pouvoir national, guadeloupéen, indépendant, démocratique et socialiste »...

En fait, pour ceux qui observent la politique et l'évolution du PCG depuis plusieurs années, cette évolution ne peut surprendre. Depuis plusieurs années déjà, une fraction de ses propres militants reprochaient à la direction du PC de ne pas expliquer et populariser suffisamment les mots d'ordre « d'autonomie » ou de « libération nationale ». En particulier ils reprochaient à leur direction de ne pas faire campagne sur ce thème lors des élections, de peur d'effrayer l'électorat. C'est d'ailleurs sous cette pression que le PCG a mené campagne sur le thème de l'autonomie aux dernières élections législatives. Avec, il est vrai, la perspective de la venue de la gauche au pouvoir en France !

Parce que fondamentalement, l'orientation de ce parti est réformiste, il ne peut aller plus loin que la limite des luttes acceptées par l'administration.

Parvenu à un certain point, une lutte ne peut que quitter le terrain dit « légal ». Dans le cas de Blanchet, si on ne peut empêcher l'usine de fermer, c'est-à-dire les capitalistes d'enlever leurs capitaux, on peut

garder tout le matériel, tous les stocks de sucre et alcool et les terres. Cela voudrait dire les mettre à la disposition des ouvriers industriels, des ouvriers agricoles et des petits planteurs de canne.

Entamer une telle lutte signifie quitter le terrain légal pour empiéter sur la propriété



Le cortège du PCG lors de la manifestation du 1^{er} Mai.

privée des capitalistes.

Le PCG justement ne veut pas une telle politique. Car c'est de refuser les limites de l'action légale, de refuser de rester impuissant devant la sacro-sainte propriété privée qui conduit un parti ouvrier dans la voie révolutionnaire.

Actuellement au sein du PCG, beaucoup de militants et même de dirigeants sont tentés par cette politique révolutionnaire, sous la pression des échecs électoraux du PCG, sous celle des événements, devant la dégradation de la situation et par peur de la montée des nationalistes. Mais ils sont hésitants et souvent inconséquents.

Le poids dominant au sein du PCG, malgré les remous qui l'agitent est malgré tout celui de la vieille garde légaliste, conservatrice et bienpensante.

Le vrai problème n'est pas en effet de discuter longuement de la justesse du mot d'ordre indépendance par rapport à autonomie.

On pourrait concevoir que le PCG fut révolutionnaire tout en se trompant avec le mot d'ordre d'autonomie.

L'évolution du PCG de l'autonomie vers l'indépendance est une concession faite devant la poussée des nationalistes. C'est l'expression de cette poussée en son sein.

Mais les militants du PCG qui se posent le problème de trouver une ligne juste, une

ligne révolutionnaire doivent surtout poser celui de participer directement aux luttes des ouvriers. Le vrai problème c'est celui de travailler à ce que la classe ouvrière prenne la tête de la lutte de libération nationale. Il s'agit d'aboutir alors à un état qui sera celui des ouvriers. Etat auquel la classe ouvrière associera tous les pauvres et en particulier la paysannerie pauvre.

Reste le problème des voies et moyens pour y parvenir. Eh bien, des communistes révolutionnaires ne peuvent écarter aucun moyen pour aboutir à la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Le vrai problème, c'est de savoir si on veut mener la lutte pour l'établissement de ce pouvoir.

La réponse à ce problème définit ceux qui sont communistes révolutionnaires réellement ou pas.

Face à l'influence des organisations d'extrême gauche prônant l'indépendance en milieu étudiant et lycéen et craignant de se voir relégués au second rang sur cette question, les jeunes de l'UJCG notamment, mais d'autres militants aussi, ont commencé à prôner au sein du PCG la nécessité pour leur parti de se prononcer ouvertement pour l'indépendance. Ainsi, on a vu de nombreux militants affirmer la nécessité de l'indépendance dans les

tribunes de discussions publiées par l'Étincelle avant le congrès, et une section entière, celle de Sainte-Anne, se prononcer ouvertement pour l'indépendance.

Dans la pratique, outre l'apparition du terme « pouvoir indépendant » et de la revendication d'indépendance comme un objectif proche, tout cela s'est traduit par l'apparition de nouveaux dirigeants, partisans de l'indépendance, à la direction du PCG, lors du congrès.

Mais, il faut dire que cette orientation correspond à un certain regain d'activité et d'intervention du PCG depuis quelques mois. Elle est le résultat de la pression des jeunes en particulier. En effet, après l'échec du PCG aux élections municipales de Capesterre, commune qu'il avait dirigée pendant près de 25 ans sous l'égide de Lacavé, puis son échec aux élections législatives de 78 où il perdit un député, un certain nombre de jeunes et même de plus vieux militants avaient critiqué la direction de leur parti lui reprochant son manque de dynamisme, voire même son « municipalisme » au détriment de l'action militante parmi les travailleurs.

Ces échecs électoraux du PC étaient en effet en partie la conséquence d'un certain abandon du terrain des luttes ouvrières sinon son absence totale de ces luttes. Et, il est significatif en effet que la plupart des grandes luttes ouvrières de ces dernières années se sont déroulées en dehors de l'influence directe du PCG et de ses militants.

Mais si aujourd'hui des mesures sont prises par le PCG pour se ravalier un peu la façade, ce n'est pas cela qui permettra au PCG de changer de nature. Car si le PCG reste et de loin le parti rassemblant et influençant le plus d'ouvriers, de travailleurs en Guadeloupe, sa politique reste réformiste. Ses dirigeants n'utilisent pas l'influence de leur parti dans le sens d'une plus grande impulsion des luttes ouvrières, de leur radicalisation, de l'organisation des travailleurs contre la bourgeoisie coloniale.

Alors que des signes évidents montrent la combativité des travailleurs, comme à Morne-à-l'Eau, à Capesterre ou à Sainte-Rose, que dans de nombreuses entreprises les travailleurs entreprennent des luttes parfois longues et dures, le PCG ne peut pas en faire des luttes d'ensemble. Et même quand elle a une influence sur les luttes en cours, comme lors de la fermeture de Blanchet à Morne-à-l'Eau, la direction du PCG finit par accepter le fait accompli (la fermeture de l'usine) comme elle l'a fait, dans le passé à Capesterre pour Marquisat, sans proposer d'autres perspectives de lutte aux travailleurs.

ECHOS DES ENTREPRISES

CENTRE HOSPITALIER DE P-A-P BUANDERIE : UNE RESPONSABLE MESQUINE.

A la buanderie, la responsable passe son temps à nous rebattre les oreilles de ses propos malveillants.

Elle ne se contente pas de nous empoisonner la tâche avec tous ses racontars, mais, en plus, elle surveille tous nos faits et gestes. Malheur à celui d'entre nous qui arrive en retard ou qui s'absente. La direction en est tout de suite informée et ne rate pas l'occasion, bien sûr, de nous sanctionner.

Ceux de la cuisine ont bien su trouver le moyen de faire taire la responsable. A nous de trouver un moyen pour que cette responsable nous laisse en paix !

CUISINE : LIMA : R.A.S.

De nombreux problèmes se posent à la cuisine, problèmes en partie causés par l'attitude du responsable qui se refuse à prendre en compte nos revendications.

C'est ainsi par exemple, que le téléphone a été supprimé dans le service.

A plusieurs reprises, nous avons demandé au responsable d'organiser une réunion ; à chaque fois, il nous a opposé son refus. Fatigués de cette attitude, nous l'avons bloqué dans son bureau, ce qui a provoqué la venue de l'économiste et du directeur.

Ces derniers ont dû admettre que le responsable du service devait faire la réunion ; mais no-

tre homme demeure muet. S'il se refuse à parler, c'est sans doute qu'il n'a rien à dire, et que lui-même se considère comme inutile. Après tout, ce n'est pas bien grave : le service fonctionnerait mieux si nous prenions les décisions nous-mêmes.

MARTINIQUE POUR LAROUGERY, IL N'Y A PAS DE PETIT BENEFICE.

Larougerie, depuis quelques jours, distribue, à qui veut bien, les feuilles de congés payés.

En effet puisque la nouvelle grille de salaires a augmenté sensiblement les salaires, pour ne pas payer au nouveau barème, Larougerie paie maintenant des congés qu'il aurait dû payer dans un ou deux mois. Ce faisant, il vole aux ouvriers qui acceptent ce marché, la valeur de la nouvelle augmentation obtenue il y a deux semaines.

Par toutes ses démonstrations de haut-vol et de menus larcins, notre patron nous démontre que pour lui, il n'y a pas de petit bénéfice.

SECURITE SOCIALE : ROND-POINT : LES VENTILATEURS : DU VENT !

Au Rond-Point, depuis l'installation du service Cotisations, la climatisation n'a jamais fonctionné.

On comprend le peu d'intérêt manifesté par la direction pour nous assurer de l'air frais, puisqu'elle n'est pas concernée par le problème.

Notre grogne, nous a valu des ventilateurs, mais quand on connaît la disposition des sections, l'efficacité des ventilateurs est alors quasiment nulle. Leur emplacement gêne toujours quelqu'un : vent dans le dos, risque d'angine, maux de tête, etc...

Si bien que ces ventilateurs restent le plus souvent inutilisés.

Pour pallier au peu d'efficacité des ventilateurs, on pourrait faire appel à la direction, elle au moins sait brasser de l'air.

ABYMES : SIG NOUS EN AVONS ASSEZ DE VOIR NOS HEURES DE TRAVAIL SUP- PRIMEES.

Il y a quelques jours, les employés du bureau de Grand-Camp ont fait grève pour protester contre l'attitude du surveillant d'entretien. Nous, les femmes de ménage nous étions bien contentes, car nous ne portons pas ce monsieur dans notre cœur.

Mais, nous aussi nous devrions lui faire sentir notre mécontentement. Car ce qui nous met particulièrement en colère contre ce chef, c'est que, pour un oui ou pour un non, il continue à nous retirer des heures de travail. Parfois il retire une demi-journée. La semaine dernière plusieurs d'entre nous en ont été victimes une fois de plus. Alors, les raisons ne manquent pas pour nous aussi de laisser exprimer ouvertement notre colère contre l'attitude de ce surveillant à notre égard.

CENTRE HOSPITALIER DE F-de-F CLARAC : LES ORDRES SONT LES ORDRES !

Lundi 26, à leur grande surprise, les ouvriers de Clarac prennent connaissance d'une note de service datée du 14 mai, leur donnant l'ordre d'occuper le nouvel atelier de Clarac d'ici le 2 juin. Ce, alors que les travaux ne sont pas terminés, chose qui ne peut être méconnue des chefs qui sont censés suivre ces travaux...

Mais autorité oblige, la note est sortie.

Les ouvriers quant à eux ont donné leur propre réponse à cette note : ils ont décidé de ne pas occuper les locaux tant que les travaux ne seront pas terminés ! Et la direction a dû obtempérer.

MARTINIQUE E.D.F. : LA DIRECTION INCAPABLE DE FOURNIR DES BLEUS DE TRAVAIL !

La direction doit normalement fournir aux agents une dotation vestimentaire.

En réalité elle a des manquements permanents en prétextant que les commandes ne sont pas arrivées et que ce sont les fournisseurs qui en sont responsables.

La direction essaie par là de dégager sa responsabilité qui est totale dans cette affaire. Elle n'a qu'à prendre toutes dispositions pour que l'approvisionnement soit suffisant.

LES TRAVAILLEURS DE CONODOR OCCUPENT LES TERRES

SUITE DE LA PAGE 1

gé de mesurer le terrain, d'évaluer le nombre de parcelles. Des lots de 1000 m² furent définis. Une liste d'occupants fut établie.

Plusieurs réunions furent organisées pour informer d'autres travailleurs de Sainte-Rose.

Après les premiers labours comme cela avait été décidé, le comité d'occupation décida d'occuper. Dans la nuit du vendredi 6 juin tous les occupants se présentèrent sur les lieux avec tout le matériel nécessaire pour partager la terre : fil, piquets, etc... A la lueur des torches et des lampes à gaz, plusieurs équipes délimitèrent les lots. Jusqu'à minuit de nombreuses parcelles furent attribuées. Les occupants choisirent eux-mêmes leur emplacement.

Toute la journée du samedi, de nombreux travailleurs de Sainte-Rose se présentèrent sur les lieux pour avoir des terres. La liste s'allongea. Le comité d'occupation avait prévu d'attribuer des lots à d'autres personnes.

Pendant tout le week-end des carbet furent construits. Certains occupants firent des jardins en y plantant des légumes, des racines, etc... Les barrières furent consolidées et les terrains bien délimités.

Une assemblée générale regroupa tous les occupants le dimanche soir. Le comité d'occupation fut élargi et élu par l'ensemble des

occupants. Des dispositions furent prises pour la journée de lundi en cas de présence des forces de répression. Le terrain fut surveillé toute la nuit par une équipe d'occupants.

Dès cinq heures du matin, le lundi 9, tous les occupants étaient présents sur les lieux décidés à affronter gendarmes ou képis rouges... Un barrage de petites voitures, de camions fut fait à l'entrée du terrain. De nombreux habitants de la région étaient là aussi pour porter le soutien.

Durant toute la journée du lundi une surveillance continue fut organisée et les occupants purent observer les opérations de gendarmerie les allées et venues de Depaz (représentant de la SAG)... Deux gendarmes firent une petite ronde à Conodor puis repartirent. Devant la détermination des occupants aucune tentative de répression n'a été faite.

Depuis l'occupation, ni gendarmes, ni CRS n'ont donné signe de vie, pas plus que les patrons usiniers. Tous les jours, dès 5 heures du matin, les occupants viennent sur les lieux et demeurent vigilants. Ils continuent d'aménager leur terrain. Certains ont défriché et labouré. D'autres ont consolidé leur carbet. Tous les soirs il y a une réunion publique sur le terrain les travailleurs qui participent aux réunions.

Ils prennent contact avec le Comité d'Occupation des Terres de Conodor.

De nombreux ouvriers agricoles, des ouvriers

travaillant dans la région pointoise mais qui habitent la région, de jeunes chômeurs, des petits agriculteurs, des petits artisans occupent les terres de Conodor. D'autres viennent s'inscrire chaque jour: toute une population pauvre sans ressources, sans travail ou menacée par l'insécurité de l'emploi.

Les travailleurs de Sainte-Rose ont raison d'occuper les terres de Conodor. C'est un moyen pour eux d'améliorer leurs conditions de vie dans l'immédiat.

LES BUTS DU FRONT DE LUTTE CONTRE LA REPRESSION

Le Front de Lutte Contre la Répression qui vient de se créer et dont nous sommes membres exige :

— Le respect des libertés syndicales et politiques (Non à la pratique judiciaire des flagrants délits contre les grévistes, Non aux réquisitions, Non à la présence policière sur les chantiers, sur les docks et dans les entreprises).

— La levée des inculpations dans les affaires de Trinité et de FR3.

— Le départ de toutes les forces répressives.

— La fin des agressions et des violences policières dont sont victimes les travailleurs en lutte, les démocrates, les anticolonialistes.

Il s'agit là donc d'un regroupement de plusieurs organisations différentes qui gardent chacune leur indépendance, et sont unies pour atteindre les buts fixés plus haut.

QUAND LES OCCUPANTS DE TERRES OCCUPENT LA MAIRIE DE CAPESTERRE

SUITE DE LA PAGE 1

prié fermement de rester là et de venir discuter de la situation. C'était très houleux. Tout le monde en profita pour lui dire ce qu'on pensait de lui, de son attitude fuyante. Puis il fit téléphoner au préfet qui répondit qu'il refusait de venir à Capesterre comme les occupants le demandaient. Il ajouta que tant que la liste des occupants ne serait pas déposée en mairie il ne débloquerait pas la situation. La liste fut alors communiquée au maire qui télégraphia alors le nombre des occupants et réclama que le problème des terres de Marquisat soit réglé puisque celui de Mineur (12Ha) l'était déjà. Tout cela se faisait évidemment dans une atmosphère de tension extraordinaire. Les occupants tenant à peser et vérifier chaque mot, chaque geste des uns et des autres. Finalement vers les 16 h 30 le télégramme partit vers Basse-Terre. Le maire put alors se retirer, une partie des conseillers et ses adjoints restant avec les occupants de terres... et de mairie.

Plus tard il revint et demanda à envoyer un autre télégramme précisant le nombre des occupants. Cela fut fait.

Comme chaque soir le Comité avait l'habitude d'intervenir dans un meeting sous la tente de Marquisat, il fut décidé de tenir ce meeting de ce soir là sur le parvis de la mairie. Et ce fut un grand meeting où les occupants purent expliquer leur position devant une grande partie de la population du bourg.

Mais après le troisième orateur on interrompit la réunion. Un télégramme du Préfet venait d'arriver. Très long ce télégramme où le préfet reconnaissait qu'il était prêt à régler le problème «définitivement» mais où il posait une série de conditions pour lâcher les lots de 1000 m² aux

occupants ! Il fallait n'avoir aucun lopin ailleurs, ne pas y construire de case, ne pas en prendre pour un tiers ou un parent, être «nécessiteux» etc... La condition principale et préalable étant de lui envoyer la liste des occupants pour qu'il l'examine ! Cette condition est évidemment inacceptable.

Après une réunion où tout cela fut dit et expliqué on se sépara vers les 10 h du soir. Non sans que le maire n'ait donné rendez-vous à une délégation du Comité pour le lendemain 11h 30. Le lendemain 11 h 30, les occupants sont là. Pas de maire. «Il a oublié le rendez-vous» fut-il répondu ! Nouveau rendez-vous, nouvelle absence.

Le soir sous la tente l'assistance était nombreuse et très décidée à poursuivre la lutte. Une tactique fut décidée pour poursuivre le mouvement. Chaque jour qui passera désormais verra se dérouler une action ou une forme de manifestation quelconque. Si le préfet persiste dans ses préalables, l'action va se développer. Il est prévu d'aller partout tenir des meetings pour appeler d'autres travailleurs de la région à occuper d'autres terres. Il est prévu aussi que si les fusils d'en face parlent, les travailleurs trouveront aussi le moyen de prendre leur revanche.

Il est prévu que sans arrêt à partir de maintenant il y aura des occupants en train de cultiver la terre. Le comité a fait appel à tous pour apporter d'autres instruments agricoles. Il est prévu d'en acheter d'autres. Il faudra rester et se laisser emporter ou déloger de la terre par les forces de répression.

Les occupants de Marquisat l'ont affirmé

avec force : rien, ni personne, ni les coups, ni la perspective de la répression ne les feront reculer.

Fait important et significatif : au cours de l'occupation de la mairie, un occupant déclara en levant la main «je suis prêt à mourir mais nous aurons cette terre» et un autre leva la main en criant «Moi aussi, je suis prêt à mourir» et chacun dans la salle leva alors la main en répétant : «moi aussi, je suis prêt à mourir». Mais beaucoup disent aussi : «je ne prendrai plus de coup sans en rendre».

Si le préfet cède ce sera une belle victoire de la détermination, du courage, des ouvriers agricoles, des jeunes chômeurs et de nombreux petits artisans qui sont aussi dans le mouvement. S'il refuse de céder au nom du soi-disant «respect de la propriété privée» s'il réprime les travailleurs, et l'administration, et les gros propriétaires de terres de Capesterre et ceux d'ailleurs, perdront infiniment plus que les petits lopins que leur réclament les travailleurs de Capesterre. Ils perdront plus car de la lutte des travailleurs de Capesterre naîtra tôt ou tard une volonté de chasser tous les gros capitalistes et de saisir tous leurs biens.

La révolte des pauvres peut commencer en Guadeloupe avec des luttes comme celle de Capesterre. Et le préfet de Guadeloupe dans son entêtement aurait fait beaucoup pour cela.

M.T.

MANIFESTATION DE LA "CULTURE" DE L'UPLG ... OU LES EMULES DE POL POT

Dannick Zandronis, journaliste, et Daniel Kissoun, photographe au «Journal Guadeloupéen» ont été victimes d'une agression lors d'une «journée culturelle» organisée à Capesterre par le SGE (Syndicat Général de l'Education en Guadeloupe).

Parce qu'ils avaient pris des photos d'un groupe de «gro-ka moderne» puis de l'assistance (ce qui n'a rien de choquant, la réunion étant publique), ils furent sommés de remettre leurs pellicules à des «gros bras» qui les leur réclamaient. Devant leur refus, les «enseignants musclés» du SGE et les sympathisants passèrent aux «arguments frappants», à coups de pieds et de poings. Au cours de l'agression, les appareils furent endommagés. Signalons au passage les prouesses de notre «poète national», Sonny Rupaïre, qui ayant eu un échange de paroles particulièrement vif avec Zandronis, s'écria «Kimbé y ban moin» et frappa ce dernier tandis que les amis de Rupaïre le maintenaient immobile.

Ce n'est pas la première fois que des membres du courant UPLG se livrent à des menaces ou à des actes antidémocratiques contre des membres d'autres organisations. L'UPLG est hostile par principe au respect d'aucune règle de démocratie. C'est ainsi que toujours à Capesterre lors de la semaine culturelle du CES de Capesterre, des sympathisants de l'UPLG venus nombreux s'acharnèrent à casser une table ronde littéraire

organisée avec la romancière Simone Schwartz-Bart, Hector Poulet, Max Jeanne et Guy Tirolien. Les membres et sympathisants de l'UPLG voulaient interdire le débat sous prétexte que ceux qui étaient là ne parlaient pas en créole, qu'ils ne prenaient pas position pour l'indépendance nationale...

C'est partant du même esprit anti-démocratique que l'UPLG veut fonder toutes les organisations en son propre sein. «On sel pèp on sel owganization» proclament ces émules du Cambodgien Pol Pot de sinistre mémoire.

Ces incidents provoqués par l'UPLG illustrent bien la nature profonde de ce courant. Il s'agit d'un courant petit bourgeois dans le mouvement anticolonialiste. Ce courant allié (ou qui cherche l'alliance) de la bourgeoisie guadeloupéenne veut empêcher toute libre expression des idées. Toutes libertés démocratiques élémentaires sont pour lui à rejeter. Car il s'agit d'empêcher que dans la Guadeloupe de demain les travailleurs puissent intervenir dans la vie politique. Dans l'immédiat le but de l'UPLG est de tuer toute expression d'autre courant politique fut-il de même nature que l'UPLG elle-même. Il s'agit sur tout d'empêcher l'apparition puis le développement d'un mouvement révolutionnaire se réclamant de la classe ouvrière.

Le tort des journalistes du Journal Guadeloupéen

en c'est de n'être pas, aux yeux de l'UPLG, des petits bourgeois conséquents. Car ils refusent de se soumettre à la direction de l'UPLG et de plus ils sont tentés de se rapprocher des idées socialistes révolutionnaires.

Tout en condamnant l'agression dont ils ont été l'objet, disons que celle-ci constitue une «leçon de choses» pour les rédacteurs du «Journal Guadeloupéen». Elle montre qu'il faut choisir son camp et non avoir le «cul entre deux chaises», en critiquant du bout des lèvres l'UPLG tout en approuvant sa politique dans les grandes lignes. Car cette politique est un tout : le même refus de toute critique, la même opposition violente à toute forme de démocratie qui s'abat aujourd'hui sur des petits bourgeois, s'appliquera demain à l'ensemble de la Guadeloupe, et particulièrement aux travailleurs, si l'UPLG dirige la lutte pour l'indépendance.

L'UPLG à force de menaces et de procédés antidémocratiques verra bien un jour se retourner contre elle de tels procédés. Car sur ce terrain, elle finira par trouver plus décidé et plus radical qu'elle. En tout cas les organisations qui se réclament de la classe ouvrière doivent dénoncer le pseudo-terrorisme d'un courant plus pressé d'attaquer des anticolonialistes que de faire le plus petit mal aux exploités.

G.R.

POINTE-A-PITRE

NOUVELLES-GALERIES :

LA GREVE CONTINUE

Les employés des Nouvelles-Galerias poursuivent avec détermination la grève, entamée depuis le 5 juin pour protester contre un licenciement abusif ordonné par le directeur Juandon.

Samedi, les travailleurs ont manifesté avec leur banderole dans les rues de Pointe-à-Pitre et ont fait une prise de parole devant le Prisunic de Pointe-à-Pitre et devant Unimag.

Dans l'après-midi, quelques jeunes sont venus leur porter un soutien en jouant du tambour devant le magasin.

Lundi, 8, une distribution de tracts d'information était faite dans les rues. Les employés empêchaient Juandon et son adjoint de pénétrer dans le magasin et ils étaient bien déterminés à en faire de même les jours suivants.

Aubéry, gros actionnaire des Nouvelles-Galerias est absent et fait le mort. Juandon patron de combat qui voudrait bien se débarrasser de toute organisation combattive des travailleurs ne veut pas céder. Jusqu'à présent il a choisi de laisser son magasin fermé et ses conteneurs sur le port plutôt que de ré-embauher le boucher licencié.

Les employés eux aussi se montrent déterminés et n'entendent pas laisser Juandon donner libre cours à ses instincts dictatoriaux, qui ne pourraient que se renforcer dans l'avenir si on le laissait faire !

Ils sont donc bien décidés à continuer la lutte pour faire plier Juandon et faire réintégrer leur camarade.

REPRESSION JUDICIAIRE CONTRE MAX CELESTE

Notre camarade Max Céleste vient d'être inculpé d'incitation à la haine, à la violence et à la discrimination, après que Audebert, gros possédant béké de la Guadeloupe, ait porté plainte contre lui. Il y a environ deux mois, notre camarade s'était rendu devant le garage Antilles-Automobiles afin d'y distribuer un tract aux ouvriers de l'entreprise et d'y faire une prise de parole. Ce que notre camarade dénonça et critiqua, à savoir la situation coloniale et son cortège de mépris et d'injustice, n'eut pas l'heur de plaire à Audebert.

Convoqué chez le juge d'instruction, notre camarade eut la surprise de se voir placé «sous contrôle judiciaire»... Une instruction se poursuit contre lui.

La justice coloniale qui comme d'habitude se retrouve du côté des puissants et des riches de ce pays, cherche à réprimer les militants anticolonialistes pour tenter d'étouffer leurs voix et leurs idées. En Martinique, ce sont les camarades Beaujour de Combat Ouvrier, Ravoteur et Pago du GRS et Constant du PCM qui sont inculpés «d'occupation illégale de lieux publics» pour avoir protesté dans les locaux de FR3 contre le silence complice de l'information officielle lors de l'affaire des jeunes de Schœlcher. A Trinité (Martinique), ce sont les élèves et les professeurs, ainsi qu'un parent, qui sont inculpés après s'être élevés contre l'attitude raciste de deux professeurs blancs.

Il ne faut pas laisser la répression s'abattre en silence, il faut se préparer à se mobiliser pour dénoncer les méfaits du pouvoir colonial et pour que toutes ces inculpations soient levées. En Guadeloupe, les anticolonialistes, les jeunes, les travailleurs doivent se tenir prêts face à la répression qui frappe notre camarade Céleste. En Martinique où l'action est déjà engagée il faut la soutenir, la renforcer et l'élargir.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728